

## Observatoire des prix et des marges

### Produits agricoles

- résultats de l'observation des prix et marges du mois de juillet 2014 -

*Les données de base de cette étude proviennent d'Eurostat, de l'Insee et du Service de la statistique et de la prospective du Ministère de l'Agriculture (Agreste), et ont fait l'objet de calculs de la DGCCRF.*

**Cours mondiaux** : au mois de juillet 2014, les prix des matières premières agricoles importées en France ont diminué de 1,6% en euros, par rapport au mois de juin 2014. En glissement annuel, ces prix progressent de 1,7% (en euros), par rapport au mois de juillet 2013.

**Production agricole nationale** : les prix agricoles à la production sont en baisse de 1,1% en juillet 2014 par rapport au mois de juin 2014. Sur un an, les prix agricoles à la production diminuent de 5,4%.

**Prix alimentaires à la consommation** : en juillet 2014, les prix des produits alimentaires (y compris les boissons non alcoolisées) sont en diminution de 0,6% par rapport à juin 2014. Ces prix décroissent de 1,7% sur un an.

En euros	Variations sur	
	un mois (juillet 2014 / juin 2014)	un an (juillet 2014 / juillet 2013)
<b>Prix des matières premières agricoles importées</b>	-1,6%	1,7%
<b>Prix agricoles à la production</b>	-1,1%	-5,4%
<b>Prix alimentaires à la consommation</b>	-0,6%	-1,7%

Source : Insee, août 2014

<b>Annexe I : Analyse générale</b>
<b>Annexe II : Évolution générale des différents indices</b>
<b>Annexe III : Cours des marchés agricoles mondiaux</b>
<b>Annexe IV : Évolution de l'indice des prix des matières premières agricoles importées</b>
<b>Annexe V : Évolution des prix d'achat des moyens de production agricole</b>
<b>Annexe VI : Évolution des prix des produits agricoles à la production en France</b>
<b>Annexe VII : Évolution des prix alimentaires à la consommation en France</b>

**1. Au mois de juillet 2014, alors que les cours mondiaux des céréales sont en baisse en raison des perspectives de récoltes abondantes, les cours du cacao et du café robusta augmentent sous la pression de la demande (cf. annexe III)**

	unités	juil-14	juin-14	variation sur un mois	juil-13	variation sur un an
		valeur	valeur	en %	valeur	en %
<b>blé</b>	Prix en Cents US par boisseau de 60 livres	<b>538,3</b>	592,0	<b>-9,1%</b>	660,8	<b>-18,5%</b>
<b>maïs</b>	Prix en Cents US par boisseau de 56 livres	<b>383,2</b>	446,7	<b>-14,2%</b>	589,2	<b>-35,0%</b>
<b>graines de soja</b>	Prix en Cents US par boisseau de 60 livres	<b>1288,4</b>	1442,7	<b>-10,7%</b>	1511,1	<b>-14,7%</b>
<b>sucre</b>	Prix en Cents US par livre	<b>17,2</b>	17,2	<b>0,0%</b>	16,4	<b>4,9%</b>
<b>cacao</b>	Prix en Dollars US par tonne	<b>3141,8</b>	3100,7	<b>1,3%</b>	2273,9	<b>38,2%</b>
<b>café arabica</b>	Prix en Cents US par 0,45 kg	<b>171,1</b>	171,6	<b>-0,3%</b>	122,7	<b>39,5%</b>
<b>café robusta</b>	Prix en Cents US par livre	<b>107,2</b>	104,6	<b>2,5%</b>	102,4	<b>4,7%</b>

Source : Insee, août 2014, calculs DGCCRF, août 2014

**2. Au mois de juillet 2014, les prix des matières premières agricoles importées en France ont diminué de 1,6% sur un mois, en euros (cf. annexe IV) <sup>1</sup>**

En devises, ces prix baissent de 2,3% sur un mois. Cette évolution des prix sur un mois est due essentiellement à la baisse sur les marchés mondiaux des prix des oléagineux (-10,5% en devises, -9,9% en euros) et des prix des céréales (-3,4% en devises, -2,6% en euros). A l'inverse, les prix de la viande bovine (+7,8% en devises, +8,5% en euros) et des denrées tropicales (+1,3% en devises, +2,1% en euros) augmentent, alors que les prix du sucre sont en diminution en devises (-0,2%) et en hausse en euros (+0,6%).

Sur un an, les prix des matières premières agricoles importées sont en hausse de 1,7% en euros et de 5,0% en devises.

**3. En juillet 2014, les prix d'achat des moyens de production agricole diminuent de 0,4% sur un mois et de 1,7% sur un an (cf. annexe V)**

	poids	Variation en % sur		
		un mois	3 mois	un an
<b>Indice général</b>	<b>1000</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,7</b>
Consommations intermédiaires	764	-0,5	-0,9	-2,5
Biens d'investissement	236	0,0	0,0	0,8

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), août 2014

Le prix des biens d'investissement est stable sur un mois (+0,8% sur un an), tandis que le prix des consommations intermédiaires est en baisse de 0,5% sur un mois et de 2,5% sur un an. Ce recul est notamment lié à la baisse du prix des fertilisants (-4,1% sur un an) et des aliments pour animaux (-7,2% sur

<sup>1</sup> L'indice Insee (« *indice des prix internationaux des matières premières importées : matières alimentaires* ») retrace l'évolution mensuelle (moyenne des observations) des prix des matières premières agricoles importées (à usage alimentaire). Les résultats agrégés sont exprimés soit en devises (essentiellement le dollar US) soit en euros.

un an). Le fort recul du prix des aliments pour animaux sur un an s'explique pour sa part par une pousse d'herbe d'été près de deux fois supérieure à la moyenne et la dégradation de la qualité des blés qui a entraîné une augmentation de l'offre en blé fourrager.

**4. En données corrigées des variations saisonnières (CVS), les prix agricoles à la production diminuent de 1,1% en juillet 2014 par rapport au mois de juin 2014 (cf. annexe VI)**

	poids	Variation en % sur		
		un mois CVS	3 mois CVS	un an brut
<b>Indice général</b>	<b>1000</b>	<b>-1,1</b>	<b>-4,0</b>	<b>-5,4</b>
sauf fruits et légumes	900	-0,9	-3,9	-4,4
Produits végétaux (sauf fruits et légumes)	503	-1,3	-5,5	-6,3
Légumes et fruits (1)	100	///	///	-15,9
Productions animales	397	-0,2	-1,7	-2,0

(1) En raison de leurs profils saisonniers très marqués, les évolutions mensuelles et trimestrielles des prix des légumes et fruits ne sont pas mesurées. Ces variations de prix doivent être interprétées en glissement annuel.

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), août 2014

Sur un an, les prix agricoles à la production décroissent de 5,4%. Le prix des céréales diminue, sous l'effet de réserves abondantes, affichant en juillet une baisse de près de 10 % par rapport à avril dernier. Les fortes récoltes cet été en blé et en maïs, en Europe et aux États-Unis, alimentent les stocks, déjà élevés. De même, le prix des fruits et légumes a fortement baissé sur un an sous l'effet conjugué de volumes de production en hausse et d'une consommation en baisse. En France au mois de juillet, la consommation de fruits et légumes de saison a été déprimée par le temps maussade.

**5. En juillet 2014, les prix des denrées alimentaires produites en France (et à destination du marché français) sont stables sur un mois et en recul de 1,3% sur un an**

*Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac :*

	Variation en % sur	
	un mois	un an
<b>Prix de production de l'industrie française, à destination du marché français</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,3</b>
<b>Prix d'importation des produits industriels</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,4</b>

Source : Insee, août 2014

Les prix des denrées alimentaires sont stables ou quasi stables pour le troisième mois consécutif. Les pressions déflationnistes sont fortes, tandis que les coûts de production n'augmentent pas ou peu.

Les prix des industries de la viande de boucherie sont stables sur un mois. Les prix des industries de fabrication des produits laitiers croissent de 0,6% sur un mois.

Les prix d'importation des denrées alimentaires reculent de 0,8% sur un mois (-1,4% sur un an).

**6. En juillet 2014, les prix des produits alimentaires (y compris les boissons non alcoolisées) diminuent de 0,6% par rapport à juin 2014, contre -0,3% pour les prix de l'ensemble des biens et services (cf. annexe VII)**

	Variation en % sur		
	un mois	3 mois	un an
<b>Ensemble des biens et services</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>
<b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,7</b>
Produits alimentaires	-0,6	-0,4	-1,7
Boissons non alcoolisées	-0,3	-0,9	-2,3
Boissons alcoolisées	0,0	0,0	1,5

Source : Insee, août 2014

Sur un an, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées sont en baisse de 1,7%, alors que les prix de l'ensemble des biens et services progressent de 0,5%. La baisse s'est accélérée au mois de juillet, principalement en raison du repli des prix des produits frais (- 3,6 %). En raison de conditions climatiques plus favorables du début d'année comparativement à l'an dernier, les prix des produits frais reculent aussi sur un an (- 9,0 %). À l'inverse de la tendance générale, le prix de l'ensemble des vins a augmenté de 12,2% sur un an (+18,2 % pour les vins d'appellation), en raison de faibles récoltes depuis deux ans.

**7. Depuis mai 2014 les indices de prix évoluent à la baisse dans les principaux pays de l'UE, à l'inverse de la tendance observée au Canada, aux Etats-Unis et au Japon.**

	Variation en % sur	
	un mois	un an
<b>Union Européenne (28 pays)</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,1</b>
<b>Zone Euro</b>	-0,4	-1,1
<b>Allemagne</b>	-0,2	0,1
<b>Espagne</b>	0,1	-2,1
<b>France</b>	-0,7	-1,7
<b>Italie</b>	-0,9	-1,0
<b>Pays-Bas</b>	0,1	-0,6
<b>Pologne</b>	-1,2	-1,9
<b>Royaume-Uni</b>	nd	-0,6

Source : Eurostats, août 2014

En glissement annuel, les prix des produits alimentaires à la consommation ont commencé à évoluer en territoire négatif à partir de mars 2014 en France, et à partir de mai 2014 pour le reste de l'Union européenne (moyenne des 28 pays). Parmi les grands pays de l'UE, seule l'Allemagne échappe encore aux pressions déflationnistes pour cette catégorie de produits. Toutefois, sur un mois, la tendance est à la déflation, sauf en Espagne et aux Pays-Bas.

	Variation en % sur	
	un mois	un an
<b>OCDE</b>	<b>0,1</b>	<b>2,1</b>
<b>Canada</b>	0,0	3,2
<b>France</b>	-0,7	-1,7
<b>Japon</b>	-0,1	5,1
<b>Etats-Unis</b>	0,3	2,7

Source : OCDE, août 2014

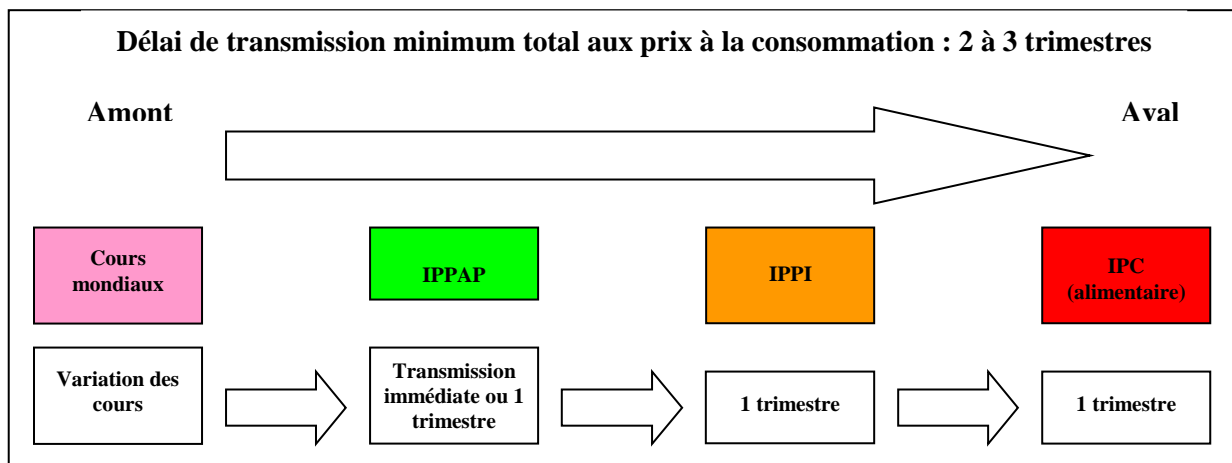
L'évolution des indices de prix à la consommation des produits alimentaires observée aux Etats-Unis, au Canada et au Japon est restée positive sur un an et se distingue donc de la tendance française. Ces trois pays membres de l'OCDE ont même connu une accélération de la tendance haussière de leur indice des prix à la consommation des produits alimentaires (en glissement annuel) à partir de mai 2014, au moment même où la France et les autres pays de l'UE connaissaient un début de déflation pour cette catégorie de produits. En juillet 2014, le Canada enregistrait ainsi une progression de son indice de 3,2% par rapport à juillet 2013, les Etats-Unis de 2,7% et le Japon de 5,1%. La progression des prix particulièrement élevée au Japon sur un an s'explique par la politique économique menée par le premier ministre Shinzo Abe qui a fixé à son pays un objectif d'inflation de 2%, après 15 ans de déflation. À partir du 1<sup>er</sup> avril, les prix dans l'archipel ont subi une augmentation de la hausse du taux de TVA (passée de 5% à 8% à cette date).

Sur le seul mois de juillet toutefois, on observe que les prix reculent au Japon et qu'ils sont stables au Canada.

## 8. D'après les prévisions de l'Insee, les prix des produits alimentaires diminueraient de 0,3% en décembre 2014, en glissement annuel

La transmission des hausses des cours mondiaux des matières premières agricoles aux prix à la consommation de l'alimentation (et inversement des baisses) subit, selon l'Insee<sup>2</sup>, un décalage total de deux à trois trimestres, le long de la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, la hausse des prix des matières premières se diffuse très rapidement, en moins d'un trimestre, aux prix de production agricoles. Cette hausse des prix agricoles se transmet ensuite au bout d'un trimestre supplémentaire aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire. Elle se diffuse encore un trimestre plus tard aux prix à la consommation de l'alimentation.

D'après la note de conjoncture de l'Insee de juin 2014, le **glissement annuel des prix des produits alimentaires serait de -0,3% en décembre 2014**. Dans le détail, le glissement annuel des prix des produits alimentaires hors produits frais (représentant environ 87% des produits alimentaires, selon la pondération de l'IPC) s'élèverait à +0,4% en décembre 2014. Celui des prix des produits frais (environ 13% des produits alimentaires selon la pondération de l'IPC) serait de -5,0% en décembre 2014.



Source : Insee

<sup>2</sup> Cf. Notes de conjoncture de l'Insee de décembre 2007 (pages 94 et 95) et de décembre 2010 (pages 68 et 69).

## **Annexe I : Analyse générale**

### **Cours mondiaux des matières premières agricoles**

Les cours mondiaux des matières premières agricoles ont une influence directe sur l'économie de la filière agro-alimentaire en France. En effet, de nombreux produits alimentaires sont importés sur le marché français (par exemple, le cacao, le café, etc.). En outre, suite aux réformes successives de la Politique Agricole Commune (PAC), les marchés agricoles européens (céréales, produits laitiers, viande) sont pratiquement alignés sur les cours mondiaux : la disparition des dernières mesures de gestion des marchés pourrait être effective en 2015 (quotas laitiers) et en 2017 (quotas sucriers).

Les cours des matières premières ont connu depuis 2008 de fortes fluctuations et sont influencés par la spéculation, dont on connaît mal les effets réels<sup>3</sup>. Pour s'en prémunir, les États-Unis ont adopté en 2010 le Dodd-Frank Act qui a pour ambition de prévenir la spéculation excessive et de limiter les risques de crise systémique en édictant de nouvelles règles, notamment sur les marchés à terme de produits agricoles (blé, maïs, graines et huile de soja...).

### **Situation de l'offre**

#### ***Marchés à terme et dérivés :***

Du côté de l'offre, les producteurs se prémunissent contre la baisse des cours par les marchés à terme et dérivés.

#### ***Sur le long terme :***

Des prix attractifs incitent les producteurs à accroître les surfaces cultivées et ont donc un impact sur le niveau de l'offre, à plus longue échéance. De même, pour les productions concernées par la hausse de la demande issue des pays émergents, l'offre et le niveau des cours dépendent à long terme de la capacité des pays producteurs à augmenter leur production.

La demande anticipée par les producteurs et leur capacité à investir sont également des déterminants de l'offre et des prix à long terme.

En outre, l'offre et les prix dépendent des choix de politique énergétique et de politique alimentaire des États. Les céréales et les oléagineux ont ainsi trois utilisations différentes : la consommation humaine, l'alimentation animale et la fabrication de biocarburants (éthanol à base de maïs aux États-Unis, biodiésel à base de colza en Europe, etc.). Entre les périodes 1997-2001 et 2007-2011, la consommation de maïs a connu une augmentation de 37%, due principalement au développement des usages industriels (filière éthanol) et des utilisations dans l'alimentation animale. Cette dernière représente aujourd'hui le premier poste de consommation du maïs, au niveau mondial.

Concernant l'usage industriel, les États-Unis se sont fixés des objectifs de consommation d'énergie renouvelable à long terme qui nécessitent la production de bioéthanol, au détriment de productions destinées à l'alimentation animale et humaine. Ces usages concurrents ne sont pas forcément incompatibles : les drêches (résidus de céréales issus de la fabrication du bioéthanol) constituent par exemple un aliment de plus en plus utilisé pour nourrir les animaux (principalement les bovins, les porcs et les volailles).

Enfin, à long terme, le réchauffement climatique pourrait avoir des effets négatifs ou incertains sur la production de matières premières agricoles, notamment en déplaçant les zones de production. Ainsi, d'ici à 2050, l'augmentation des températures moyennes pourrait entraîner une diminution importante de la production de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana (ces deux pays représentent actuellement plus de la moitié de la production mondiale). Dans certaines régions du monde, la diminution des réserves hydriques, liée au réchauffement climatique ou à la surexploitation des ressources disponibles, pourrait avoir à long terme de graves conséquences sur la production de matières premières agricoles.

---

<sup>3</sup> Cf. DGCCRF éco n° 12, « La volatilité des marchés mondiaux des matières premières agricoles et l'évolution des prix à la consommation de l'alimentation en France », mars 2013, <http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/publications/economiques/dgccrf-eco>.

### ***Sur le court terme :***

Les prix des matières premières agricoles réagissent de manière très forte aux conditions météorologiques (ce que les experts nomment « weather market », en anglais). Les récoltes sont en effet déterminées à la fois par les surfaces plantées et par les rendements qui dépendent eux-mêmes des conditions météorologiques.

Un autre facteur déterminant est le niveau présent et le niveau souhaité de stocks des différents pays. Ainsi, la production importante de blé prévue en Russie et en Ukraine en 2013/2014 devrait permettre à ces pays de reconstituer leurs stocks, après la faible récolte 2012-2013. En conséquence, le gouvernement ukrainien a annoncé la levée de la limite imposée sur les exportations de blé : celles-ci devraient atteindre 9,5 millions de tonnes en 2013-2014, contre 7,5 millions de tonnes en 2012-2013<sup>4</sup>. Instaurée en septembre 2012, cette mesure avait pour objectif de conserver des stocks suffisants dans le pays et de contenir l'envolée des prix sur le marché intérieur.

À fin juillet 2014, toutes céréales confondues, les prévisions de production en 2014-2015 ont été révisées à la hausse par le Conseil International des Céréales (+10 millions de tonnes par rapport à l'estimation à fin juin) principalement du fait des meilleures perspectives de récolte aux Etats-Unis et pour le blé en Russie.

En ce qui concerne le blé plus précisément, le démarrage de la période estivale n'a pas marqué de renversement de tendance : les cours mondiaux sont toujours orientés à la baisse. Ce recul est à mettre au crédit d'un volume de production confortable. Selon le Conseil International des Céréales, la production s'établirait à 713 Mt, comme en 2013, tandis que le département de l'agriculture des Etats-Unis (USDA) anticipe une production de 716 Mt, ce qui constituerait un nouveau record. FranceAgriMer<sup>5</sup> souligne qu'il subsiste des interrogations sur la qualité de cette céréale. La dégradation non chiffrée à ce stade de la qualité des blés est liée aux conditions météorologiques au moment de la récolte. Une part de cette récolte plus importante que les autres années ne trouvera donc comme débouché que l'alimentation animale.

Contrairement aux craintes des opérateurs, la situation conflictuelle entre l'Ukraine et la Russie, n'a pas, au mois de juillet 2014, d'effet haussier sur les prix. Les récoltes de blé engrangées par ces deux pays sont très abondantes et leurs campagnes d'exportation intenses. Selon FranceAgriMer<sup>6</sup>, un point est néanmoins susceptible de troubler la situation dans les prochains mois : la Russie envisagerait des restrictions à l'exportation, afin de protéger son marché intérieur des pressions inflationnistes. Cette information annoncée dans les médias a été démentie par les autorités russes.

En ce qui concerne le maïs, les perspectives sont jugées très favorables. La baisse des cours a été particulièrement marquée pendant la période estivale : ils se sont établis à leurs plus bas niveaux depuis quatre ans, sous la barre des 200 dollars la tonne.

À l'inverse de cette tendance, les prix de denrées tropicales (café robusta, cacao) ont évolué à la hausse en juillet 2014. Le prix anticipé du cacao (futures) sur les marchés a reculé jusqu'à la mi-juillet avant de rebondir fortement après la parution d'informations de marché sur la demande plus forte que prévue en provenance d'Asie et d'Amérique du Nord. À la fin juillet, le prix du cacao atteignait un plus haut depuis trois ans. Les dommages causés par la sécheresse du début d'année se font toujours sentir sur le prix du café robusta qui a progressé de près de 15% dans la seconde moitié du mois de juillet après la publication de rapports négatifs sur la récolte brésilienne.

### **Situation de la demande**

#### ***Marchés à terme et dérivés :***

Du côté de la demande, les industriels, sociétés de négoce et acteurs financiers se prémunissent par les marchés à terme et dérivés contre la hausse des cours.

---

<sup>4</sup> Cf. FranceAgriMer, Panorama mensuel des marchés céréaliers, numéro 10, juin 2013.

<sup>5</sup> Cf. FranceAgriMer, Panorama mensuel des marchés céréaliers, numéro 12, septembre 2014.

<sup>6</sup> Cf. FranceAgriMer, Panorama mensuel des marchés céréaliers, numéro 12, septembre 2014

### **Sur le long terme :**

L'appréciation des cours sur le long terme est due notamment à la hausse tendancielle de la demande alimentaire des pays émergents, dont la consommation des ménages tend à rejoindre les mêmes standards que les pays industrialisés. Cet accroissement s'explique par la démographie de ces pays (croissance de la population, exode rural) et par la hausse du pouvoir d'achat de la population (hausse de la demande de produits alimentaires de plus en plus élaborés). Ainsi, en Chine, l'apport calorique moyen par habitant a sensiblement augmenté (de 2050 calories par personne et par jour au milieu des années 1970 à plus de 3000 calories en 2012) et la consommation de viande par habitant a été multipliée par quatre entre 1980 et 2012, passant de 14,6 kg à 58,2 kg par an<sup>7</sup>. D'après les estimations de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées en Chine a diminué de 100 millions depuis 1990, malgré une augmentation de la population de 200 millions de personnes.

La capacité à payer les importations de nourritures (solvabilité des pays importateurs) est également un facteur déterminant de la demande au niveau mondial.

Dans leur rapport conjoint sur les perspectives agricoles pour la période 2012-2021, **la FAO et l'OCDE** considèrent qu'il faudra augmenter la production agricole de 60%, afin de nourrir une population mondiale estimée à 9,1 milliards d'individus en 2050. Cette hausse de la production agricole devra être assurée principalement par une hausse de la productivité, car la possibilité d'accroître les surfaces cultivées est limitée (la superficie cultivable totale devrait augmenter de moins de 5% d'ici à 2050).

L'augmentation de la demande mondiale en carburants (la production des biocarburants se substituant ou s'additionnant aux produits pétroliers) des entreprises et des ménages, en particulier dans les pays émergents, est également un facteur d'accroissement des prix des produits agricoles car le secteur des biocarburants absorbe aujourd'hui une partie de la production agricole et accapare une partie des terres réservées aux cultures vivrières.

Les tensions sur les prix agricoles devraient être aussi renforcées par l'évolution de la demande et du cours du pétrole, qui influent à la fois sur la demande de biocarburants et sur les coûts de production.

### **Sur le court terme :**

A court terme, la demande peut être influencée par la conjoncture économique et les anticipations des agents sur la situation économique. Le cours des matières premières agricoles peut en effet se replier non pas seulement sous l'influence de facteurs strictement agricoles, mais en raison de la situation économique mondiale et de la baisse des revenus des agents économiques. En temps de crise, les acheteurs (industriels, consommateurs), touchés par une perte de revenu, peuvent réviser à la baisse leurs achats physiques. En outre, les spéculateurs peuvent être amenés à se tourner vers d'autres matières premières ou d'autres marchés financiers, s'ils anticipent une baisse de la demande et donc des prix.

Après deux années de récession, la zone euro devrait connaître une reprise modérée de sa croissance économique en 2014, selon les prévisions. Cela pourrait favoriser la croissance de la demande de matières premières agricoles des pays de la zone euro et donc des prix des matières agricoles.

### **Prévisions de croissance du PIB (Fonds Monétaire International) :**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014 (prévision)</b>	<b>2015 (prévision)</b>
<b>Monde</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Zone euro</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Chine</b>	<b>7,7%</b>	<b>7,7%</b>	<b>7,4%</b>	<b>7,1%</b>

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2014

Du fait de l'importance de la part de la consommation alimentaire de la Chine dans la consommation mondiale (la population chinoise représente un peu moins de 20% de la population mondiale et consommait, en 2010, 28% de la viande produite dans le monde, selon la FAO), les fluctuations de la demande chinoise sont aussi susceptibles d'exercer une influence significative sur la demande mondiale et donc sur les prix à court terme, comme ce fut le cas en 2007-2008. La Chine est par exemple un acteur essentiel du marché

<sup>7</sup> Cf. FranceAgriMer, Grandes Cultures, n°8, février 2013, « Trajectoire agricole de la Chine, Dynamique des grandes cultures de 1950 à aujourd'hui ».



mondial des graines de soja, au point de représenter à elle seule presque les deux tiers des volumes de soja échangés dans le monde.

Enfin, l'évolution de la parité euro/dollar a aussi un rôle sur la demande de la zone euro (en renchérissant ou en rendant meilleur marché le coût des matières premières importées) et sur la demande extérieure.

## **Production agricole nationale**

Les variations de l'offre nationale ont une incidence sur les prix à la production en France. Le tableau ci-dessous présente les évolutions récentes de plusieurs grandes productions agricoles françaises :

	<b>Production céréalière 2013</b>	<b>Production de porcins 2014 (cumul janvier à juillet 2014)</b>	<b>Production de bovins 2014 (cumul janvier à juillet 2014)</b>	<b>Production d'œufs de consommation 2ème trimestre 2014</b>	<b>Production de pommes 2014 (estimation au 1<sup>er</sup> août 2014)</b>
<b>Quantités</b>	67,3 millions de tonnes	13 951 013 têtes	3 267 131 têtes	3,9 millions d'œufs	1,7 million de tonnes
<b>Évolutions</b>	-1,3% par rapport à 2012	-0,5% par rapport à 2013	0,0% par rapport à 2013	+3,4% par rapport au 2ème trimestre 2013	-4% par rapport à la campagne 2013

Source : Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Service de la statistique et de la prospective, août 2014

D'après les données de FranceAgriMer<sup>8</sup>, la production céréalière française a diminué de 1,3% en 2013 par rapport à 2012, en raison de conditions météorologiques difficiles (notamment, le déficit d'ensoleillement et de chaleur au printemps). À l'inverse, en 2014, la France devrait enregistrer un rebond significatif de sa production céréalière. Sur les sept premiers mois de l'année (cumul janvier à juillet) la production s'affiche déjà en progression de 2,9%.

Pour l'ensemble de l'année, le ministère de l'agriculture s'attend d'ailleurs à ce que la récolte de maïs s'achève en progression de 3%, tandis que la collecte de blé enregistrerait un rendement en légère progression (+1,3%). Ce volume de production haussier s'inscrit toutefois dans un contexte international de production record qui affecte les cours à Paris.

Toujours selon le ministère de l'agriculture, à fin juillet 2014, la production estimée de pommes diminuerait de 4 % par rapport à la récolte 2013 et serait inférieure de 3 % à la moyenne quinquennale. L'alternance (succession de production importante et de production plus faible) semble marquée dans les régions de l'Ouest, notamment pour ce qui concerne les Golden. Sur la même période, les exportations de brouillards (jeune veau mâle de race à viande) ont progressé par rapport à 2013, tandis que la production de bovins finis a reculé de près de 2%. La consommation apparente de viande bovine a diminué de 6,5% du fait de la baisse des abattages et des importations de viande. Sur la même période, les abattages de volailles se replient de 6% en glissement annuel. La situation est contrastée suivant les espèces : les abattages de poulets sont en forte baisse, ceux de dinde augmentent fortement alors que ceux de canard sont quasi stables. Enfin, au cours du premier semestre, la production d'œufs de consommation progresse de 5% par rapport au premier semestre 2013<sup>9</sup>. Cette augmentation importante fait suite à deux années de déclin dû aux difficultés rencontrées par les éleveurs pour l'application des nouvelles normes européennes sur les cages à poules.

Les prix de la production agricole nationale dépendent également de l'évolution du cours mondial des matières premières : c'est le cas notamment pour les producteurs de viande qui sont tributaires des coûts de l'alimentation animale (céréales, oléagineux...). Le poids de ces coûts d'alimentation animale représente 20,5% de la pondération de l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) de l'Insee. En juillet 2014, le coût des aliments pour animaux est en baisse de 1,3% sur un mois (-1,8% sur trois mois et -7,2% sur un an), soit un recul moyen du coût de production de la viande de 0,3% sur un mois (-0,4% sur trois mois et -1,5% sur un an).

D'autres facteurs expliquent l'évolution des prix agricoles à la production, notamment les variations des coûts de l'énergie, des engrais et semences, de la main d'œuvre et du matériel agricole. En effet, les dépenses d'énergie, d'alimentation animale et de matériel représentent à elles seules 64,3% du total des coûts de production agricole.

<sup>8</sup> FranceAgriMer, panorama mensuel des marchés céréaliers, juin 2014.

<sup>9</sup> Agreste Conjoncture, Aviculture, septembre 2014.

Ainsi, en juillet 2014, le coût de l'énergie (représentant 10,0% de la pondération de l'IPAMPA) est en diminution de 0,1% sur un mois (+0,5% sur trois mois et -1,1% sur un an), ce qui équivaut à une variation du coût total de production de 0,01% (0,05% sur trois mois et 0,1% sur un an).

Enfin, par leurs achats et les conditions qu'elles mettent à ceux-ci, les industries agroalimentaires et la grande distribution ont aussi un rôle important dans la formation des prix agricoles.

### **Prix alimentaires à la consommation**

D'après la note conjoncture de l'Insee de juillet 2014, les prix des produits alimentaires baissent de 0,5 % (-1,4 % sur un an), en raison notamment du repli saisonnier des prix des produits frais (-3,6 %). Les conditions climatiques plus favorables du début d'année par rapport à 2013 ont également permis aux prix des produits frais de reculer sur un an (-9,0 %). Hors produits frais, les prix de l'alimentation baissent de 0,1% en juillet 2014 et de 0,2 % sur un an. Pour certaines catégories de produits, le recul des prix sur un an est plus accentué : -6,1 % pour les aliments préparés pour enfants et les produits diététiques, -2,3 % pour les boissons non alcoolisées, -2,2 % pour le sucre, les confitures, le chocolat, les confiseries et les produits glacés.

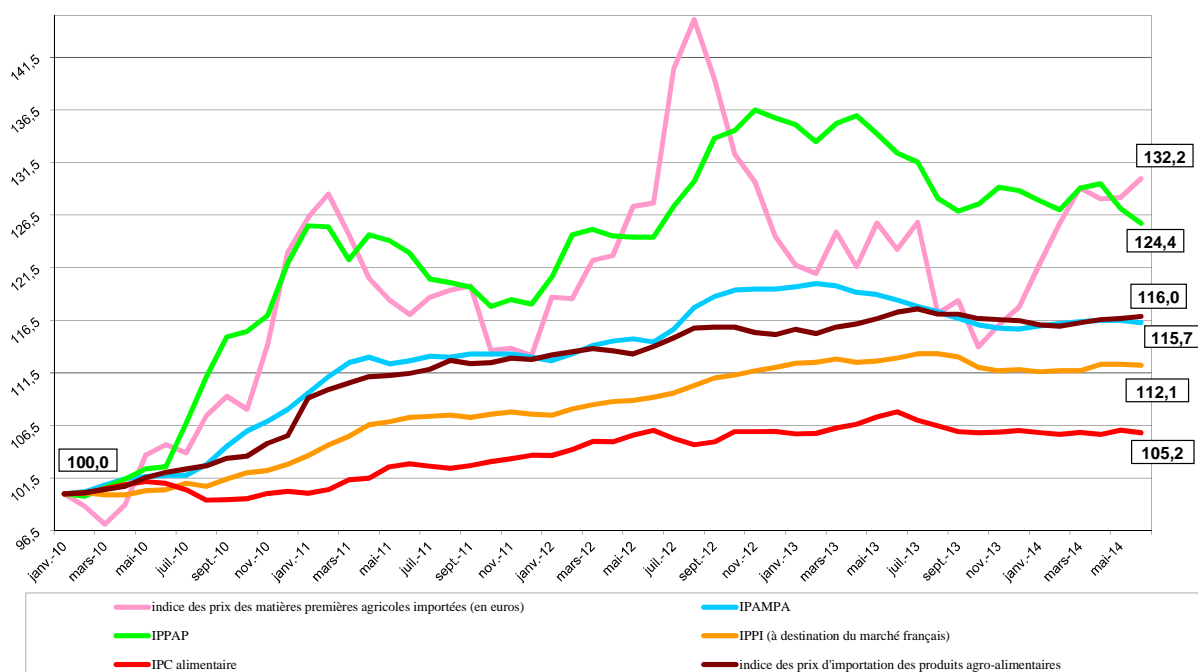
Il convient de noter que l'indice des prix à la consommation n'est pas construit sur la même base que le panier des prix à la production nationale. Aussi, les tendances peuvent diverger en raison notamment de la présence de biens importés dans l'indice des prix à la consommation.

## Annexe II : Évolution générale des différents indices

Les prix à la consommation des produits alimentaires en France sont le stade final d'un processus qui comprend plusieurs étapes au sein de la chaîne de production et de distribution. En premier lieu, on peut mentionner les prix d'achat des moyens de production agricole. L'Insee publie mensuellement l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (**IPAMPA**) qui suit l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans leur activité agricole.

Les prix agricoles à la production sont l'échelon suivant de la chaîne de production et sont mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production (**IPPAP**) de l'Insee. Pour les produits transformés, l'étape suivante est celle des prix à la production de l'industrie agroalimentaire. L'Insee publie mensuellement l'indice de prix de production de l'industrie française (**IPPI**) à destination du marché français, ainsi que les prix d'importation des produits industriels. Enfin, les prix alimentaires à la consommation sont mesurés par l'indice des prix à la consommation (**IPC**) de l'Insee.

Evolution des indices de prix de la filière agro-alimentaire (base 100 en janvier 2010), janvier 2010-juillet 2014



Source : Insee, août 2014, calculs DGCCRF, août 2014

A partir du début de l'année 2010 et jusqu'au début de l'année 2012, on a observé une corrélation significative entre l'évolution des prix des matières premières agricoles importées et celle des prix agricoles à la production, ce qui paraît cohérent avec l'évolution de la politique agricole commune (PAC) depuis les années 2000 (abandon progressif par Bruxelles de l'encadrement des marchés agricoles). Toutefois, durant l'été 2012, on a pu constater un décrochage des prix agricoles à la production, dont la croissance était inférieure à celle des prix des matières premières importées. La progression importante de ces derniers, et particulièrement des cours des céréales et des oléagineux, a eu pour conséquence une hausse sensible des prix des moyens de production agricole, par l'intermédiaire de la hausse des coûts de l'alimentation animale.

Dès le mois d'octobre 2012, le rapport s'est inversé et l'évolution des prix agricoles à la production (IPPAP) a dépassé l'évolution des prix des matières premières agricoles importées. Toutefois, on observe depuis le mois de novembre 2013 un retournement de tendance de l'indice des matières premières agricoles importées, qui repart à la hausse après une baisse quasi continue depuis juillet 2013.

Au mois de juillet 2014, les prix des matières agricoles importées maintiennent leur dynamique haussière (+1,7% sur un mois et +2,4% depuis mars 2014), tandis que les prix agricoles à la production poursuivent leur reflux (-1,03% sur un mois et -3,6% depuis mars 2014)

Les prix d'importation des produits agro-alimentaires cèdent 0,8% sur un mois.

Les prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) diminuent de 0,5% sur un mois, en juillet 2014.

Les prix de production de l'industrie nationale (IPPI, à destination du marché français) décroissent de 0,1% sur un mois.

Les prix alimentaires à la consommation (IPC alimentaire) diminuent de 0,6% sur un mois.

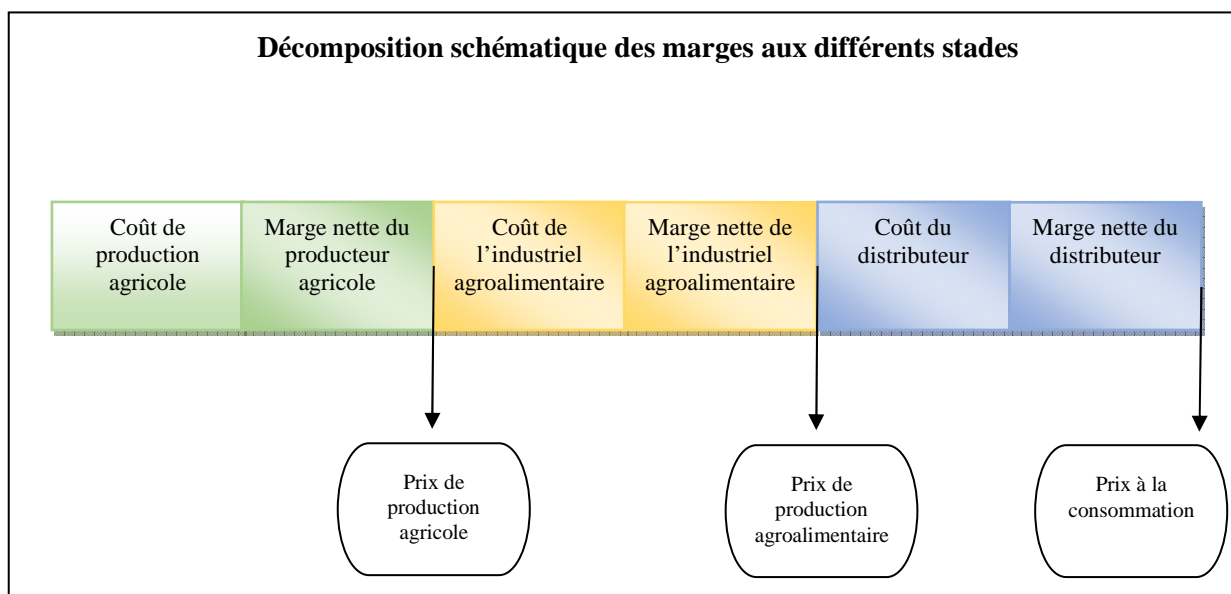
Enfin, on peut observer que, sur longue période (2010-2013), l'évolution des prix de production de l'industrie agro-alimentaire française est inférieure à celle des prix d'importation des produits agro-alimentaires. En outre, on note que la croissance des prix alimentaires à la consommation est moindre que celles des prix agricoles à la production nationale et des prix de l'industrie agro-alimentaire nationale comme étrangère.

### Evolution des marges brutes

Si l'on formule l'hypothèse que les paniers de biens sont relativement similaires<sup>10</sup>, la comparaison de l'évolution des indices des prix à la production agricole, à la production de l'industrie agroalimentaire et à la consommation alimentaire nous permet de dégager une tendance d'évolution des marges brutes dans le secteur. La marge brute est égale à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat du même produit, c'est-à-dire le coût de transformation ou de distribution plus la marge nette (cf. figure ci-dessous).

Nous observons ainsi que, de juin 2014 à juillet 2014, l'indice des prix à la production agricole (IPPAP) a diminué à un rythme plus rapide (-1,0%) que l'IPPI, l'indice des prix à la production agroalimentaire (-0,1%), tandis que l'indice des prix à la consommation alimentaire (IPC Alimentaire) a reculé de 0,6%. On observe la même tendance sur une année glissante : l'indice des prix à la production agricole a baissé de 5,4%, l'indice des prix à la production agroalimentaire a cédé 1,1 % et l'indice des prix à la consommation alimentaire a reculé de 1,7%.

Il apparaît ainsi, toutes choses étant égales par ailleurs, que la marge des producteurs agricoles a été davantage sous pression que celle des groupes agroalimentaires. Par ailleurs, les distributeurs ont réduit leur marge brute d'un mois sur l'autre.



Source : DGCCRF, Bureau de la Veille économique et des Prix

<sup>10</sup> L'indice des prix alimentaires à la consommation intègre les prix des produits importés, bruts ou transformés, consommés par les ménages français, ce qui n'est pas le cas de l'indice des prix à la production agricole et de l'indice des prix de production agroalimentaire, limités à des productions nationales.

### **Annexe III : Cours des marchés agricoles mondiaux, juillet 2014**

En juillet 2014, le prix des céréales et des oléagineux est en forte diminution, en raison des perspectives de récoltes abondantes. En effet, les prévisions relatives à la production mondiale de céréales en 2014 ont été revues à la hausse depuis le mois dernier, à 2 498 millions de tonnes (+18 millions par rapport à juin). Parallèlement, le rapport des stocks mondiaux à l'utilisation de céréales devrait atteindre 24,3% en 2014-2015, son plus haut niveau en 12 ans.

En juillet 2014, le cours du **blé** à Chicago (en cents US) décroît de 9,1% sur un mois (-18,5% sur un an). Selon la FAO<sup>11</sup>, le prix du blé continue de chuter car les perspectives de production mondiale se sont nettement améliorées, du fait des résultats meilleurs que prévus des moissons d'hiver rentrées en Russie et en Ukraine, et les disponibilités exportables devraient être abondantes durant la campagne de commercialisation 2014/2015. En effet, selon les projections du Conseil international des céréales (CIC)<sup>12</sup>, la production mondiale de blé pourrait atteindre 702 millions de tonnes lors de la campagne 2014/2015, pour une consommation de 699 millions de tonnes sur la même période, et les stocks de report s'élèveraient à 193 millions.

En juillet 2014, le cours du **maïs** à Chicago (en cents US) diminue de 14,2% sur un mois (-35,0% sur un an). A l'instar du cours du blé, cette baisse des prix s'explique par l'amélioration des perspectives de récolte pour la campagne 2014/2015. Selon les dernières données disponibles du CIC, la production mondiale de maïs est relevée de 6 millions de tonnes pour atteindre 969 millions de tonnes en 2014/2015, en raison des précipitations abondantes dans l'hémisphère Nord qui ont favorisé le développement des cultures, notamment aux Etats-Unis. La consommation mondiale de maïs, qui devrait atteindre 951 millions de tonnes en 2014/2015, est soutenue par une plus grande utilisation du maïs dans l'alimentation animale en Chine et dans la production d'éthanol aux Etats-Unis.

Sur un mois, le cours des **graines de soja** à Chicago (en cents US) diminue de 10,7% (-14,7% sur un an). D'après le CIC, les perspectives d'une offre abondante ont pesé sur les cours : la production mondiale de soja devrait croître nettement de 7,8% en 2014/2015 par rapport à la campagne précédente, pour atteindre le record absolu de 304 millions de tonnes. L'accroissement des prévisions de production donne lieu également à une plus forte projection des stocks mondiaux de clôture, avec par exemple des stocks de report américains placés à leur plus haut niveau en huit ans. Les échanges mondiaux de soja devraient aussi progresser, de l'ordre de 4%, en raison de la demande croissante de la Chine.

Sur un mois, le cours du **sucre** à New York (en cents US) est stable (+4,9% sur un an). Selon la FAO, aucune tendance claire ne se dégage en ce qui concerne l'évolution des prix du sucre, en raison des incertitudes qui pèsent sur la production mondiale. En effet, la sécheresse au Brésil (premier producteur et exportateur mondial) a augmenté la teneur en sucre de la canne à sucre tout en réduisant le rendement des plantations, ce qui ne permet pas d'estimer aisément la production totale de sucre pour la campagne 2014/2015. En outre, en Inde, deuxième producteur mondial et premier consommateur de sucre, les pluies devraient être inférieures à la moyenne, ce qui pourrait limiter sérieusement la production dans ce pays.

Sur un mois, le cours du **cacao** à New York (en dollars US) augmente de 1,3% (+38,2% en glissement annuel) en juillet 2014. Le prix du cacao progresse encore, notamment en raison de la demande mondiale, particulièrement dynamique de la part de l'Europe, de l'Amérique du Nord et surtout des pays émergents (en particulier, la Chine et l'Inde). Selon l'Organisation internationale du cacao<sup>13</sup>, cette situation pourrait engendrer à plus ou moins long terme un déficit de production, d'autant plus que des menaces pèsent sur la récolte à venir en Amérique latine, en relation avec le phénomène climatique El Niño.

Le cours du **café arabica** à New York (en cents US) diminue de 0,3% sur un mois (+39,5% sur un an). Selon l'Organisation internationale du café (OIC)<sup>14</sup>, après les hausses de prix observées récemment, cette légère diminution s'explique par une amélioration des perspectives de récolte au Brésil. Des inquiétudes

<sup>11</sup> FAO, Indice FAO des prix des produits alimentaires, 7 août 2014.

<sup>12</sup> CIC, Rapport sur le marché des céréales, 31 juillet 2014.

<sup>13</sup> Organisation internationale du cacao, Rapport sur le marché du cacao, juillet 2014.

<sup>14</sup> Organisation internationale du café, Rapport mensuel sur le marché du café, juillet 2014.

demeurent toutefois concernant les effets du phénomène météorologique El Niño sur les cultures de café dans le reste de l'Amérique latine. Dans le même temps, la consommation mondiale de café apparaît particulièrement dynamique (+2,7% en 2013 par rapport à 2012).

Sur un mois, le cours du **café robusta** à New York (en cents US) connaît une hausse de 2,5% (+4,7% sur un an). Son prix croît notamment en raison des incertitudes pesant sur la récolte 2014/2015 de l'Indonésie, troisième producteur mondial. Concernant la demande, le café robusta profite d'une consommation relativement dynamique en provenance des pays émergents, notamment la Russie et les pays asiatiques. Ces derniers consomment davantage de café soluble, fabriqué essentiellement à partir du café robusta.



#### **Annexe IV : Évolution de l'indice des prix des matières premières agricoles importées, juillet 2014**

**Au mois de juillet 2014, les prix des matières premières agricoles importées en France (matières alimentaires) ont diminué de 1,6% sur un mois, en euros (-2,3% en devises)<sup>15</sup>. Sur un an, les prix des matières premières agricoles importées sont en hausse de 1,7% en euros (+5,0% en devises).**

Base 100 en 2000	En devises		En euros	
	Variations sur		Variations sur	
	un mois	un an	un mois	un an
<b>Ensemble</b>	<b>-2,3%</b>	<b>5,0%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>1,7%</b>
Denrées tropicales	1,3%	31,8%	2,1%	27,8%
Oléagineux	-10,5%	-14,6%	-9,9%	-17,3%
Céréales	-3,4%	-26,2%	-2,6%	-28,5%
Sucre	-0,2%	4,9%	0,6%	1,7%
Viande bovine	7,8%	34,0%	8,5%	29,8%

Source : Insee, août 2014, calculs DGCCRF, août 2014

D'une part, l'évolution des prix sur un mois est due essentiellement à la baisse sur les marchés mondiaux des prix des oléagineux (-10,5% en devises, -9,9% en euros) et des prix des céréales (-3,4% en devises, -2,6% en euros). A l'inverse, les prix de la viande bovine (+7,8% en devises, +8,5% en euros) et des denrées tropicales (+1,3% en devises, +2,1% en euros) augmentent, alors que les prix du sucre sont en diminution en devises (-0,2%) et en hausse en euros (+0,6%).

D'autre part, cette évolution des prix exprimés en euros est liée à celle de la parité euro-dollar. Sur un mois, l'euro s'est déprécié de 0,4% par rapport au dollar, en juillet 2014 (+3,5% sur un an)<sup>16</sup>. Cela a pour effet de renchérir les prix des matières premières importées dans la zone euro sur un mois (c'est l'inverse sur un an) et explique l'écart d'évolution des prix en euros et des prix en devises sur un mois (respectivement sur un an).

<sup>15</sup> L'indice Insee (« *indice des prix internationaux des matières premières importées : matières alimentaires* ») retrace l'évolution mensuelle (moyenne des observations) des prix des matières premières agricoles importées (à usage alimentaire). Les résultats agrégés sont exprimés soit en devises (essentiellement le dollar US) soit en euros.

<sup>16</sup> Cours de l'euro par rapport au dollar US, moyenne mensuelle, Insee.

## Annexe V : Évolution des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), juillet 2014

	poids	Variation en % sur		
		un mois	3 mois	un an
<b>Indice général</b>	<b>1000</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,7</b>
<b>Consommations intermédiaires</b>	<b>764</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,5</b>
Energie	100	-0,1	0,5	-1,1
Semences et plants	57	0,2	-0,2	0,8
Engrais et amendements	92	-1,5	-3,7	-4,1
Produits de protection des cultures	78	-0,2	0,0	0,1
Aliments des animaux	205	-1,3	-1,8	-7,2
Produits et services vétérinaires	43	0,0	0,5	2,1
Matériel et petit outillage	17	0,2	1,0	-0,4
Entretien et réparation de matériel	67	0,3	0,3	2,6
Entretien et réparation des bâtiments	9	0,1	-0,1	0,0
Frais généraux	97	0,1	0,0	0,4
<b>Biens d'investissement</b>	<b>236</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>
Matériel	186	0,2	0,1	1,3
<i>dont tracteurs</i>	79	0,0	-0,5	0,9
<i>matériel et machines de culture</i>	36	0,0	0,6	2,8
<i>matériel et machines de récolte</i>	42	0,0	0,1	0,6
<i>véhicules utilitaires</i>	18	1,4	1,1	2,6
Ouvrages	50	-0,6	-0,5	-1,0

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), août 2014

Les dépenses en consommations intermédiaires représentent 3,2 fois les dépenses en biens d'investissement.

Au sein des dépenses en consommations intermédiaires, la répartition des coûts se présente de la façon suivante : 26,8% pour les coûts d'alimentation animale, 13,1% pour les frais d'énergie, 12,7% pour les frais généraux, 12,0% pour les coûts en engrais, 10,2% pour l'achat des produits de protection des cultures, 8,8% pour les coûts d'entretien et de réparation du matériel, et 7,5% pour les frais de semences.

Au sein des dépenses en biens d'investissement, les coûts d'achat de matériel représentent 78,8% du total, dont 33,5% concernent les achats de tracteurs et 17,8% l'achat de matériel et machines de récolte. Les dépenses en ouvrages représentent 21,2% des dépenses en biens d'investissement.

Les dépenses d'énergie, d'alimentation animale et de matériel représentent à elles seules 64,3% du total des coûts de production agricole.

En juillet 2014, le prix des **aliments des animaux** est en baisse de 1,3% sur un mois, de 1,8% sur trois mois et de 7,2% sur un an. Le prix de l'**énergie** recule de 0,1% sur un mois (+0,5% sur trois mois et -1,1% sur un an).

Le prix des **engrais et amendements** diminue sur un mois (-1,5%), sur trois mois (-3,7%) et sur un an (-4,1%). Le prix des **semences et plants** croît de 0,2 % sur un mois, baisse de 0,2% sur trois mois et augmente de 0,8% sur un an.

Le prix de l'**entretien et la réparation du matériel** progresse de 0,3% sur un mois et sur trois mois, et de 2,6% sur un an. Le prix des **produits et services vétérinaires** a stagné sur un mois, progressé de 0,5% sur trois mois et de 2,1% sur un an.

Le prix du **matériel** augmente de 0,2% sur un mois et de 1,3% sur un an (+0,1% sur trois mois). Le prix du **matériel et machines de récolte** n'a pas évolué sur un mois, a progressé de 0,1% sur trois mois, et de 0,6% sur un an. Celui du **matériel et machines de culture** est resté stable sur un mois, a avancé de 0,6% sur trois mois et de 2,8% sur un an.

## Annexe VI : Évolution des prix des produits agricoles à la production en France (IPPAP), juillet 2014

	poids	Variation en % sur		
		un mois CVS	3 mois CVS	un an brut
<b>Indice général</b>	<b>1000</b>	<b>-1,1</b>	<b>-4,0</b>	<b>-5,4</b>
sauf fruits et légumes	900	-0,9	-3,9	-4,4
<b>Produits végétaux (sauf fruits et légumes)</b>	<b>503</b>	<b>-1,3</b>	<b>-5,5</b>	<b>-6,3</b>
Céréales	188	-0,6	-9,7	-10,7
<i>dont blé tendre</i>	112	-1,0	-11,5	-6,6
<i>maïs</i>	41	-4,0	-11,8	-27,0
Pommes de terre	26	///	///	-49,8
Vins	177	-1,3	0,2	12,2
<i>dont vins d'appellation</i>	84	-1,9	-0,6	18,2
<i>vins avec IGP et sans IG</i>	23	-1,4	4,0	9,7
Oléagineux	49	-7,1	-16,2	-17,6
Produits de l'horticulture	30	0,9	3,2	2,2
Autres produits végétaux	33	-0,9	-0,3	-5,7
<b>Légumes et fruits (1)</b>	<b>100</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>-15,9</b>
dont légumes frais	53	///	///	-12,3
fruits frais	35	///	///	-25,9
<b>Productions animales</b>	<b>397</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2,0</b>
Animaux	235	-0,7	-3,6	-6,1
<i>dont gros bovins</i>	96	-0,8	-3,3	-9,0
<i>veaux</i>	26	-3,1	-7,0	-0,9
<i>porcins</i>	54	-0,6	-6,4	-4,5
<i>ovins</i>	10	0,3	-0,9	-0,6
<i>volailles</i>	46	0,2	0,4	-5,8
<i>dont poulets</i>	28	0,4	0,5	-5,8
Lait	147	0,0	-0,1	2,8
<i>dont lait de vache(2)</i>	137	0,0	0,0	2,9
Œufs	15	5,0	14,2	24,5

(1) y compris légumes pour l'industrie de transformation

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), juillet 2014

En juillet 2014, le prix à la production des **céréales** est en légère baisse sur un mois (-0,6%), sur trois mois (-9,7%) et sur un an (-10,7%), en raison d'importantes disponibilités et de conditions climatiques favorables. L'offre de céréales demeure importante et la crise russo-ukrainienne n'affecte pas les exportations de ces pays. Le prix à la production du **blé tendre** diminue sur un mois (-1,0%), sur trois mois (-11,5%) et sur un an (-6,6%). Le prix à la production des **oléagineux** décroît sur un mois (-7,1%), sur trois mois (-16,2%) et sur un an (-17,6%).

Le prix à la production de la **pomme de terre** diminue de 49,8% sur un an. Le prix à la production des **fruits frais** perd 25,9% sur un an, notamment en raison de l'offre abondante d'abricots, de cerises et de pêches. Le prix à la production des **légumes frais** chute de 12,3% sur un an, notamment en raison d'une offre importante de melons, de concombres et de courgettes, mais aussi du temps maussade du mois de juillet qui a freiné la consommation de légumes d'été.

Le prix à la production des **productions animales** diminue de 0,2% en juillet 2014 par rapport au mois de juin 2014 (-1,7% sur trois mois, -2,0% sur un an). Le prix à la production des **gros bovins** est en baisse de 0,8% sur un mois, de 3,3% sur trois mois et de 9,0% sur un an, en raison d'une demande peu dynamique. Le prix à la production des **porcins** décroît de 0,6% sur un mois, de 6,4% sur trois mois (-4,5% sur un an).

Le prix à la production du **lait** est stable sur un mois. Il diminue de 0,1% sur trois mois et progresse de 2,8% sur un an, du fait de la forte demande internationale. Le prix à la production des **œufs** augmente sur un mois (+5,0%), sur trois mois (+14,2%) et sur un an (+24,5%) en raison principalement des coûts liés à la mise aux normes de bien-être animal.

## **Annexe VII : Évolution des prix alimentaires à la consommation en France (IPC), juillet 2014**

	Variation en % sur		
	un mois	3 mois	un an
<b>ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,7</b>
PRODUITS ALIMENTAIRES	-0,6	-0,4	-1,7
Pain et céréales	-0,2	-0,4	-0,9
Viande	0,0	0,2	0,7
Poissons et crustacés	0,5	-0,4	0,7
Lait, fromage et œufs	0,0	-0,3	0,8
Huiles et graisses	0,0	-0,7	0,2
Fruits	-4,6	1,6	-12,9
Légumes	-2,6	-3,4	-5,8
Sucre, confiture, chocolat, confiserie et glaces	-0,4	-0,9	-2,2
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a.	-0,3	-1,3	-3,8
BOISSONS NON ALCOOLISEES	-0,3	-0,9	-2,3
Café, thé et cacao	0,2	-0,7	-3,0
Autres boissons non alcoolisées	-0,4	-0,9	-1,9
<b>BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,4</b>
BOISSONS ALCOOLISEES	0,0	0,0	1,5
Vins, cidres et champagnes	0,1	0,3	2,4
TABAC	0,0	0,0	5,0

Source : Insee, août 2014

**En juillet 2014, les prix des produits alimentaires (y compris les boissons non alcoolisées) diminuent de 0,6% par rapport à juin 2014, soit un recul deux fois plus rapide que les prix de l'ensemble des biens et services sur un mois.** Sur un an, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées sont en diminution (-1,7%), alors que les prix de l'ensemble des biens et services progressent de 0,5%.

Les prix des **produits frais** sont en baisse de 3,6% sur un mois et de 9% sur un an. **Hors produits frais**, les prix des produits alimentaires décroissent de 0,1% sur un mois et de 0,2% sur un an.

Sur un mois, les prix des **légumes** sont en baisse de 2,6% (-5,8% sur un an). Ceux des **fruits** reculent de 4,6% sur un mois (-12,9% sur un an).

Les prix des **viandes** sont stables sur un mois (+0,7% sur un an). Les prix des « **huiles et graisses** » sont stables sur un mois (+0,2% sur un an). Ceux du groupe « **lait, fromages et œufs** » n'ont pas varié en juillet (+0,8% sur un an).

Les prix des **boissons non alcoolisées** reculent de 0,3% sur un mois et de 2,3% sur un an. Les prix des **boissons alcoolisées** sont stables sur un mois et augmentent de 1,5% sur un an.